

éditorial

le choix du PSU

La disparition de Pompidou a révélé brusquement l'état de décomposition du régime : une fois le guignol Messmer enlevé de la scène, on ne voit plus que rivalité, impuissance et prétention. Nous n'en sommes pas surpris : l'incapacité de réagir devant les conflits sociaux autrement que par la trique ou le lock-out, l'incapacité de faire face aux difficultés économiques montraient bien qu'une crise politique menaçait. Elle est désormais devant nous.

Les travailleurs en sont conscients. En quelques jours, le combat de classe va se simplifier à l'extrême et les personnalités elles-mêmes, malgré tous les efforts de la télévision, disparaissent derrière les enjeux réels : à droite, c'est la même rengaine sur la continuité et le changement (avec une nouvelle division du travail), à gauche, c'est la montée de l'unité populaire, c'est la possibilité de trouver, sinon un appui, du moins un interlocuteur pour les satisfactions des revendications essentielles,

Dès la fin de cette année, les difficultés économiques vont se renforcer : si la droite triomphe, c'est la perspective d'une oppression renouvelée. Si la gauche l'emporte, c'est la possibilité de résister, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, c'est du même coup la possibilité de prendre l'offensive, sur une base de classe, contre un capitalisme qui a fait la preuve de ses contradictions. La bourgeoisie acceptera-t-elle facilement la victoire de la gauche ? Certes non, les enjeux sont trop lourds. Mais elle doit savoir qu'elle devra affronter, dans sa réaction, l'immense majorité du peuple : ceux qui votent, mais aussi les absents de l'élection, les jeunes et les travailleurs immigrés dont la mobilisation est déjà commencée (merci M. Fontanet...).

Les contraintes

Cet enjeu crée, du même coup, une singulière contrainte sur les organisations dans lesquelles se reconnaissent les travailleurs. Déjà, l'unité populaire se réalisait sur le terrain des luttes au profit des actions et des revendications les plus offensives. Avec les élections présidentielles, elle se transfère brusquement sur la scène politique, et chacun doit en tirer les conséquences. La C.G.T. doit mettre fin à sa polémique avec la C.F.D.T. Le P.C.F. ne peut imposer le programme commun comme base de l'unité. Le Parti Socialiste doit se priver de son Premier Secrétaire François Mitterrand, s'il veut être le candidat unique de la gauche. Le P.S.U. s'est trouvé, lui aussi, devant les mêmes contraintes. Tandis que l'extrême-gauche se divisait entre ceux qui sont effectivement liés aux luttes populaires et ceux qui ne pensent qu'à faire et refaire sans cesse leur propre organisation.

Le P.S.U. y a répondu, à sa façon, c'est-à-dire en ouvrant le débat, et il est significatif qu'il ait pris très vite un caractère public : les problèmes du P.S.U. n'intéressent pas que ses militants. Quel débat ? Depuis 18 mois, le P.S.U. s'est tout entier engagé dans la construction d'un puissant courant socialiste autogestionnaire : Lip a révélé sa force sociale, au sein de la classe ouvrière. Ne convenait-il pas — au moment où les enjeux deviennent si déterminants — d'en manifester la force politique, tout en respectant, au second tour des élections, la dynamique de l'unité populaire ? C'est en ce sens que des militants du P.S.U. ont avancé le nom de Charles Piaget, acteur et symbole de la lutte (ce qui n'a rien à voir avec les opérations subalternes auxquelles se sont livrés les groupes trotskystes). C'était une

hypothèse sérieuse et c'est pourquoi le débat a été sérieux. La majorité de la D.P.N. ne s'est pas rangée à cet avis : il lui est apparu que la dynamique de l'unité populaire jouait dès le premier tour.

Le mouvement social qui, à travers les banques, les chantiers de St.-Nazaire, Râteau, Moulinex, la Saviem et bien d'autres, commençait à déferler sur le pays entraînait les travailleurs à souhaiter une traduction politique simple, claire, immédiate : ils n'auraient pas compris que le P.C.F. présente un candidat si un autre a une meilleure chance de victoire, ni que le programme commun serve à éliminer les autres courants ; ils ne comprendraient pas, de la même façon, que le P.S.U. présente un candidat, même s'il était l'un des meilleurs d'entre eux. Le choix devenait simple, quasi nécessaire : le P.S.U. n'a jamais fait passer ses intérêts d'organisation avant ceux de la classe ouvrière ; il a toujours recherché la liaison entre le champ politique et le champ social de la lutte des classes. Il ne pouvait brusquement, parce que les élections arrivaient plus tôt qu'on ne pensait, changer son fusil d'épaule.

Certes, si les délais avaient été suffisants, si le mouvement social avait pu s'épanouir davantage sur des thèmes revendicatifs qui chaque jour éloignaient davantage les travailleurs du programme commun et les inséraient dans le courant socialiste autogestionnaire, si le rapport des forces au sein même de la gauche, avait pu ainsi évoluer, une candidature de premier tour devenait envisageable. A un moment où une candidature unique devenait possible sur une base telle que les différents courants trouvent à s'exprimer (c'est-à-dire sans un « contrat » tel que les militants révolutionnaires passent sous la commande des forces réformistes) la présentation d'un candidat — quel qu'il

soit — devenait une faute et probablement un suicide.

Est-ce à dire que nous devons mettre notre Manifeste sous la table jusqu'au 20 mai ? Bien au contraire, jamais les perspectives et les propositions du Manifeste de Toulouse n'ont été aussi actuelles : le courant socialiste autogestionnaire doit trouver à s'exprimer en tant que tel durant cette campagne. Il revient à notre parti, comme aux autres forces de ce courant, de manifester clairement dans quel sens devra être exploitée une victoire de la gauche le 5 ou le 19 mai et dans quelle voie, quels que soient les résultats, devra s'engager le mouvement ouvrier pour sortir des impasses où certains avaient voulu l'enfermer.

En le faisant, qu'on le veuille ou non, hors de l'unité, nous affaiblissions notre voix, et nous en laissions d'autres la couvrir de leur musique d'un autre âge. En le faisant, clairement et nettement dans l'unité, sans finasseries tactiques, nous révélons que le courant socialiste autogestionnaire se sent assez fort pour s'exprimer en termes de classe, et plus seulement d'idées.

Un Conseil National se tiendra le 15 avril : il doit permettre la prise en charge démocratique de ce débat par l'ensemble du parti, il doit permettre aussi d'unifier le parti dans son intervention, une fois le débat terminé, pour assurer la victoire de la gauche et l'avenir du socialisme autogestionnaire, condition nécessaire et suffisante de la seule victoire qui importe réellement, celle des travailleurs. Le 5 mai si possible, le 19 mai s'il le faut, l'élection du candidat unique de la gauche peut ouvrir la voie à cet avenir : nous ferons tout pour qu'elle soit possible.

Robert Chapuis